

## **Conférence dédiée au plan de Sauvegarde, de Reconstruction et de la Refondation de la Nouvelle-Calédonie (PS2R)**

*Jeudi 17 octobre 2024 – Centre Culturel Jean-Marie TJIBAOU*

**Discours de M. Louis MAPOU**

**Président du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie**

Monsieur le Ministre des Outre-mer,

Monsieur le Haut-Commissaire,

Monsieur le Député,

Mesdames et Messieurs les Consuls généraux et représentants diplomatiques,

Mesdames et Messieurs les Présidents des Institutions

Mesdames et Messieurs les Présidents de syndicats salariés et patronaux,

Mesdames et Messieurs les représentants d'Associations,

Mesdames et Messieurs les Elus,

Mesdames et Messieurs les Maires

Mesdames et Messieurs les représentants des corps diplomatiques de  
Nouvelle-Calédonie

Je salue mes collègues membres du gouvernement collégial ainsi que  
l'administration qui se sont beaucoup investis dans ce travail,

Messieurs les membres du Conseil d'administration et Mme la Directrice du  
Centre culturel Jean-Marie Tjibaou,

Merci de votre accueil dans cette illustre maison.

Mesdames et Messieurs,

Monsieur le Ministre, c'est un honneur que vous nous faites d'effectuer votre première visite ministérielle en NC et d'accepter dans votre programme très chargé d'ouvrir cette conférence placée sous le signe de la **sauvegarde**, de la **refondation** et de la **reconstruction**.

Ces trois concepts traduisent la profondeur et l'intensité des questionnements qui agitent notre pays, la Nouvelle-Calédonie, alors que nous traversons une passe particulièrement difficile.

La Nouvelle-Calédonie est gravement touchée, meurtrie, et traverse une profonde souffrance. De nombreuses familles sont en deuil, tandis que de nombreux entrepreneurs ont vu leurs entreprises anéanties. De nombreuses personnes se retrouvent sans emploi, certaines ont perdu leur logement, et des zones entières sont affectées. L'exemple emblématique de la fermeture de la mine SLN de Thio en est une illustration. En outre, la scolarité de nombreux enfants pour 2024 et 2025 est perturbée, et beaucoup ont perdu espoir en l'avenir, choisissant de quitter le territoire. L'insécurité continue de perturber la circulation ainsi que le bon fonctionnement des services publics, en particulier dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

La liste des conséquences de ces événements violents pourrait être interminable tant leur impact est vaste. Ces répercussions ne sont pas uniquement matérielles ou financières. Elles affectent profondément l'engagement humain et la confiance que beaucoup avaient placée dans le développement entrepris ces dernières décennies. Le lien social, patiemment construit, est fondamentalement ébranlé. La société calédonienne, ainsi que le système social, économique et institutionnel qui la soutient, est déstabilisé.

Depuis quelques semaines, la situation est à l'amélioration, et la vie a repris, comme le montre les nombreuses actions qui sont organisées dans tout le pays.

Pour y faire face, nous avons dû prendre des décisions urgentes, pour ouvrir les écoles, soutenir les entreprises et les salariés, répondre aux besoins élémentaires de la population, alors que la Nouvelle-Calédonie connaît déjà une situation financière difficile. Le soutien que nous avons reçu de l'État a été crucial dans tous les domaines, notamment l'aide financière d'un montant de 37 milliards de francs octroyée depuis mai au bénéfice des collectivités, sans oublier les mesures d'accompagnement pour les entreprises. Vous nous avez assuré que ce soutien se poursuivrait jusqu'à la fin de 2024 et au-delà. Au nom du gouvernement collégial, je tiens à exprimer, à travers vous, nos remerciements au gouvernement et au Président de la République pour cette aide précieuse.

Les crises successives que nous avons connues – qu'elles soient économiques, sociales ou politiques – ainsi que leurs conséquences directes et indirectes, nous obligent et nous imposent une responsabilité collective.

Ces crises ne sont pas simplement des turbulences conjoncturelles : elles révèlent et amplifient les grandes interrogations qui hantent le peuple calédonien après plus de trente années de développement.

Ces questions, qui émanent à la fois de notre passé commun et des dynamiques contemporaines sont désormais inévitables.

Les inégalités croissantes, issues du développement des trente dernières années, notamment au sein de l'agglomération urbaine, ainsi que les décisions

prises sur des sujets hautement sensibles, comme la question du corps électoral liée au PLC, et les hésitations politiques concernant l'avenir institutionnel, ont nourri un climat de frustrations et d'incompréhensions. Cela a ravivé des violences, où la jeunesse a joué un rôle central, et exacerbé les tensions ethniques entre les Kanak et les autres communautés.

Elles résonnent comme des appels pressants auxquels nous ne pouvons échapper, sous peine de nous enfermer sur nous-mêmes, dans un cycle de stagnation, voire de régression.

C'est ce chantier que le gouvernement collégial de la NC a décidé d'ouvrir en procédant durant le mois de juillet 2024 à une vaste consultation du congrès, du sénat coutumier, du CESE, des trois provinces, des représentants du patronat et des chambres consulaires et des syndicats des travailleurs.

La consultation publique lancée en août 2024 par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a recueilli une participation riche et représentative de toutes les composantes de notre société. Toutes les collectivités et institutions, les acteurs économiques et sociaux, des organismes publics privés ainsi que plus de 3000 contributeurs libres y ont participé. Le niveau de réflexion atteint par cette consultation témoigne d'un grand besoin de visibilité sur la situation et l'avenir et d'une véritable maturation collective sur les enjeux qui nous concernent tous.

Néanmoins, nous sommes conscient que les axes du plan que nous présentons à cette conférence résonneront pour certains comme des échos du passé, voire comme une répétition des débats qui ont marqué les trois dernières décennies. Nous en convenons. Les questions soulevées ne

satisferont pas pleinement tous les contributeurs, et les réponses apportées ne combleront pas toutes les attentes. Le temps d'instruction de ce chantier est malheureusement contraint eu égard à la soudaineté et la brutalité des situations créées par ces évènements douloureux mais surtout du contexte local et national.

Au-delà l'importance de ce moment réside dans le fait qu'il correspond à une étape cruciale pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie qui doit répondre à une double demande : celle de disposer d'une visibilité sur l'avenir institutionnel et statutaire et sur le contrat social interne qui l'accompagne.

Cette conférence ne prétend pas se substituer aux discussions plus vastes sur l'avenir institutionnel et statutaire de notre pays qui relève de la responsabilité des partenaires politiques calédoniens et de l'Etat. Elle s'inscrit toutefois dans la continuité des mesures d'accompagnement qui ont marqué les accords de Matignon-Oudinot et de Nouméa.

En ce sens, elle pourrait nourrir ces discussions en définissant des responsabilités internes et des engagements fondés sur le degré d'émancipation et d'autonomie conféré par notre statut actuel.

Historiquement, les Accords de 1988 et 1998 qui se sont succédé visaient avant tout à corriger les déséquilibres accumulés dans le développement du pays et reconnaître l'identité du peuple Kanak et les autres communautés afin qu'ils puissent s'engager dans la construction d'une communauté de destin pour la NC. Au cours ce processus d'émancipation et de décolonisation, le besoin d'une véritable identité, d'une vision partagée et d'un projet commun pour la Nouvelle-Calédonie s'est progressivement imposé comme la suite logique de ce processus.

C'est ce que ce plan veut contribuer à réaliser sous plusieurs aspects.

Ainsi, nous avons l'ambition de :

1. **Créer une dynamique de travail nouvelle et durable.** Ce plan n'est pas une fin en soi ; il marquera le début d'un processus de fond avec des suites qui viendront approfondir les sujets abordés. Comme nous l'avons évoqué dans les dernières consultations, nous proposons de poursuivre ces travaux jusqu'au début de l'année 2025 selon des modalités à définir. Nous avons proposé au congrès de nous inscrire dans le cadre de la délibération qu'il a pris et des dispositions qui concerne directement ce chantier du PS2R.
2. Nous avons également l'ambition de **répondre aux urgences**, tout en engageant une démarche fondatrice de reconstruction du modèle calédonien, articulée autour des trois concepts directeurs : sauvegarder, refonder, et reconstruire. C'est en ce sens que nous sommes rentrés en discussion avec l'Etat pour identifier les besoins de la NC pour l'année 2025 qui serait pris en charge dans le cadre du PLF en cours d'examen au parlement.
3. Enfin, nous souhaitons **tracer une trajectoire de trois ans (2025-2027)** au terme de laquelle la Nouvelle-Calédonie devra avoir rétabli ses comptes publics et sociaux, dans un cadre institutionnel nouveau apaisé, en mobilisant toutes les forces vives du territoire.

Pour atteindre ces objectifs, nous devons nous appuyer sur des valeurs fondamentales, indispensables à notre redressement et qu'il faut traduire comme des principes qui pourraient constituer les fils conducteurs de notre investissement collectif :

- **La bienveillance et la solidarité** car il faut subvenir aux besoins de la population dans ce contexte difficile et renforcer la cohésion sociale et le lien communautaire.
- **La proximité de l'action publique**, pour garantir une gestion transparente et efficace des affaires du pays. Mais surtout parce que ces évènements ont révélé un fossé important entre l'expression des besoins par une grande catégorie de la population et notamment la jeunesse Kanak et l'action publique.
- **La complémentarité plutôt que la concurrence**, notamment dans la gestion des affaires publiques, afin de maximiser les synergies et éviter les divisions.
- **L'éthique et l'intégrité dans la gouvernance**, afin de restaurer la confiance des citoyens dans leurs institutions.

## **Le gouvernement a proposé Quatre Piliers de la Refondation**

Nous avons identifié quatre grands piliers sur lesquels reposent la refondation et la reconstruction de la Nouvelle-Calédonie, des piliers qui s'imposent comme des évidences à traiter dans cette trajectoire sur trois ans.

**Le premier pilier** interroge le concept même du « vivre ensemble » qui doit être l'ambition première, centrale et collective de la Nouvelle-Calédonie.

Peut-il y avoir un autre objectif que celui de construire une société harmonieuse, inclusive et respectueuse de nos différences, compte tenu de notre histoire, de notre diversité culturelle et de nos projets multiples ?

Cette ambition, désormais partagée par tous, repose sur un socle commun : l'appartenance à ce pays et la volonté de lui donner une identité

propre et singulière. Les enjeux identitaires, le dialogue interculturel, la transmission de notre histoire, la préservation du patrimoine commun, l'éducation, et la gestion des risques liés au changement climatique sont autant de défis à relever, car ils participent à la construction de cette ambition commune.

**Le second pilier** concerne notre modèle économique qui souffre de plusieurs faiblesses structurelles qui l'empêchent de tirer pleinement parti de son potentiel. Il a été durement touché par les récents événements avec plus de 700 entreprises touchées et de nombreux emplois perdus et un PIB qui a diminué de 20 %,

L'ambition de ce plan est de relancer et créer un modèle économique compétitif et attractif, qui permet à la Nouvelle-Calédonie de s'assumer et en capacité de rivaliser sur le marché international tout en renforçant notre souveraineté alimentaire, économique et énergétique.

Il s'agit notamment de mieux articuler le pouvoir d'achat, les coûts de production locale et la concurrence internationale, en mettant à profit les richesses naturelles de notre territoire – qu'il s'agisse du nickel, de l'agriculture, des nouvelles filières ou encore de la coopération régionale.

### **1. Le pilier social est le 3<sup>ème</sup>, c'est le plus impérieux**

La société calédonienne est aujourd'hui confrontée à une fragilité sociale croissante. Nous avons hérité d'un système de protection sociale généreux, mais désormais sous pression, incapable de répondre à toutes les demandes. Il est impératif de repenser et de pérenniser nos systèmes de santé



et de protection sociale, pour qu'ils puissent répondre aux besoins des générations actuelles et futures.

**Le quatrième pilier**, enfin, concerne notre système de gouvernance. Celui-ci est aujourd'hui remis en question en raison de son coût de fonctionnement et de son efficacité. Nous devons réfléchir à des solutions pour rendre nos institutions plus efficaces, plus réactives, et plus proches des citoyens qu'elles sont censées servir.

**Monsieur le Ministre**, votre présence parmi nous ce matin est un signal fort pour nous. Alors que nous nous engageons dans ce travail de refondation et de reconstruction, nous savons que c'est dans la difficulté et l'effort que nous puiserons les ressources humaines les plus vertueuses. Nous ne pouvons, toutefois, ignorer notre situation actuelle.

C'est pourquoi, au nom de tous, je sollicite le soutien fort de l'État pour nous accompagner dans cette fin d'année 2024, tout au long de l'année 2025 et au-delà dans le cadre d'un partenariat pluriannuel gagnant/gagnant à construire pour répondre aux enjeux de cette refondation et de sa construction. Ce plan vise à définir la trajectoire dans tous les domaines que la Nouvelle-Calédonie va emprunter pour s'en sortir.

Mr le Ministre, nous avons besoin de ce soutien massif dès à présent, afin de donner un élan décisif pour sortir de la crise actuelle et relancer le pays. Nous attendons, avant tout, une compréhension mutuelle et responsable dans la définition des termes de ce partenariat, ainsi qu'une flexibilité dans son exécution et une clarté dans sa durée.

Cela constitue notre priorité absolue, car nous aspirons à l'apaisement, à la sérénité et à la stabilité nécessaires pour envisager l'avenir. Plus que jamais, nous avons besoin de visibilité sur l'avenir statutaire, condition essentielle pour garantir un engagement durable, tant individuel que collectif.

**Mesdames et Messieurs les présidents du Congrès, des trois provinces, du CESE, du Sénat coutumier, les Maires, ainsi que les représentants des acteurs économiques et sociaux, et de la société calédonienne je vous remercie ici de votre présence aujourd'hui.**

La démarche engagée pour élaborer le PS2R est à la fois délicate et perfectible. De nombreuses initiatives, toutes louables, sont mises en place. Je tiens à vous assurer de la disponibilité, de la prudence et de l'ouverture du gouvernement dans la conduite de ce processus, afin qu'il aboutisse à un plan réellement issu de notre contribution collective, prenant en compte la diversité des demandes exprimées. Pour aligner la Nouvelle-Calédonie aux défis contemporains, ce plan doit être soutenu par tous, dans une déclinaison respectant les responsabilités partagées sur lesquelles repose notre système politico-institutionnel actuel. Sa pertinence et son impact sur les causes profondes des crises successives nous imposent de sortir des schémas traditionnels, en affirmant qu'aucun sujet ne doit être tabou ou occulté. C'est à ce prix que la Nouvelle-Calédonie pourra définir un modèle équilibré et tracer une trajectoire vers le progrès social pour l'ensemble de sa population.

Nous avons devant nous un immense travail à accomplir. Personne d'autre que nous ne peut relever ce défi, issu du processus d'émancipation initié par les accords de 1988 et 1998.

Le chemin parcouru est certes impressionnant, mais les crises récentes ont révélé les insuffisances de notre modèle actuel. Il faut repenser en profondeur les structures de la société calédonienne afin de lui garantir un futur prospère, équitable et stable, capable de conjuguer diversité et unité, autonomie et coopération, modernité et respect des identités.

Ce chemin sera le socle sur lequel pourra s'épanouir le lien et le liant social et identitaire du vivre-ensemble dans une Nouvelle Nouvelle-Calédonie apaisée et tournée vers l'avenir. Le besoin de pays est immense.

Monsieur le Ministre, merci encore une fois de votre présence en ce lieu.

A tous, je vous remercie pour votre écoute et je souhaite que nos travaux soient fructueux. Nous le devons pour les nouvelles générations.

-----